

Pour citer cette référence :

Entretien de Géraldine Molina par Aurélie Bacheley, « Inégaux face à la chaleur », Magazine Carto-graphique, [Les autres possibles, n°32 : 47°2 le matin](#), été 2021.

ENTRETIEN

« Tout le monde est impacté, mais pas de la même façon »

« Les habitants développent une intelligence climatique »

Le fossé des inégalités va-t-il se creuser à mesure que le thermomètre explose ? Selon Géraldine Molina, si l'ensemble de la population peut ressentir les impacts des changements climatiques, l'intensité des répercussions varie selon les groupes sociaux et les individus...

Biographie

Docteur en Géographie et Urbanisme, chercheuse au CNRS au laboratoire ESO et à l'IRSTV, Géraldine Molina travaille sur les relations entre les villes, les sociétés et le climat. Elle s'intéresse notamment aux interactions entre les habitants, leurs modes de vie, leur exposition et sensibilité au climat. Elle analyse également les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour s'adapter à ses changements.

En quoi les pics de chaleur peuvent-ils générer des inégalités au sein d'un même territoire ?

La question des inégalités des habitants face aux changements climatiques apparaît très complexe et se décline à différentes échelles spatiales. À une relativement vaste échelle, un jour de forte chaleur, il peut faire une dizaine de degrés de plus dans le centre d'une ville très minéralisée, par rapport à une périphérie plus végétalisée. Il existe donc des inégalités territoriales très fortes : un habitant d'une commune peu urbanisée sera donc potentiellement moins exposé lors d'une canicule qu'un habitant du centre soumis des températures déjà plus forte liées à l'îlot de chaleur urbain. Au sein d'un même territoire au climat relativement homogène, il existe également des inégalités socio-spatiales importantes et des vulnérabilités différenciées. Les types de logements par exemple vont induire des niveaux d'exposition différents. L'habitant d'une maison bien isolée ou l'habitant d'une passoire énergétique ne seront pas exposés de la même façon aux effets délétères d'une même vague de chaleur. Les inégalités socio-spatiales apparaissent éminemment complexes et impliquent, de nombreux autres facteurs liés au mode de vie qui vont induire des niveaux de vulnérabilité différents des groupes sociaux et individus face aux pics de chaleur. Le type d'activité professionnelle, les espaces dans lesquels où elle est exercée (intérieur ou extérieur), les loisirs pratiquées, les modes de déplacement, de consommation jouent par exemple un rôle. Prenons un exemple comparatif emprunté au terrain réel. Lors d'une canicule, un cadre supérieur dont le logement est bien isolé et éventuellement climatisé, lors de son parcours quotidien, il se rend au travail en voiture climatisée et la gare dans un parking souterrain avant de travailler dans un bureau climatisé. Cet individu ne subira pas la chaleur de la même façon qu'un individu au niveau socio-économique moins favorisé habitant un logement mal isolé sous les toits, qui assure un travail physique en extérieur, et se déplace à pied ou en transport en commun. Le niveau socio-économique induit des ressources, des modes de vie et des modes d'habiter fortement différenciés qui

dessinent des inégalités importantes en matière de vulnérabilité (exposition et sensibilité) et d'adaptation des groupes sociaux et individus aux changements climatiques. L'état de santé et l'âge apparaissent également comme d'autres facteurs importants. Les expériences climatiques antérieures vécues dans d'autres contextes géographiques également car elles peuvent augmenter les capacités d'adaptation des individus et contribuer également à leur fournir une boîte à outils pour mieux s'adapter par la suite. Le rapport aux climats apparaît donc évolutif dans le temps et au cours de la vie.

Peut-on dire que les personnes aux ressources économiques les plus importantes ne subiront pas le changement climatique ?

Pas tout à fait. Les dernières enquêtes de terrain auprès des populations que nous avons menées m'amènent à conclure que les catégories socioprofessionnelles supérieures souffrent également, dans une certaine mesure, des évolutions climatiques. A Lyon et à Nantes par exemple, nous avons constaté que les canicules avaient un impact négatif important sur la santé physique et mentale des habitants de différents horizons, y compris celle de jeunes actifs sortant de grandes écoles : fatigue, insomnie, angoisse, dépression... Les jeunes adultes savent que dans 50 ans, ils seront encore là. Ils manifestent une conscience aigüe des dégâts causés par les changements climatiques et leur accélération... C'est anxiogène pour eux de le constater. Aussi, même s'il existe des inégalités significatives, il m'apparaît primordial de souligner que tout le monde est et sera impacté négativement, quel que soit le niveau de vie et les ressources dont les individus et groupes sociaux disposent. C'est la question fondamentale de l'horizon d'attente qui se dessine pour les populations que nous sommes : comment imaginer un bien-être et un épanouissement dans des territoires qui risquent de devenir invivables ? Vivre confiné ponctuellement ou sur une plus grande durée dans un chez soi aussi agréable soit-il et climatisé parce que les températures sont invivables à l'extérieur ne constitue pas un horizon souhaitable. Tous les individus et groupes sociaux sont donc soumis au défi de l'adaptation aux changements climatiques. Les défis climatiques relèvent d'un sport collectif dans lequel tous les acteurs d'un territoire ont un rôle à jouer. Les efforts pour atténuer les impacts sur l'environnement et le climat doivent donc être collectifs et impliquer fortement les plus aisés dont la marge de manœuvre et la responsabilité apparaissent plus grandes. Aux différentes échelles territoriales (depuis l'échelle planétaire jusqu'à l'échelle micro-locale), il apparaît en effet que les individus et groupes sociaux les moins responsables des changements climatiques sont aussi ceux qui sont le plus impactés négativement. Travailler à réduire ces injustices climatiques constitue un chantier majeur.

Quelles sont les stratégies d'adaptation mises en place par les habitants face aux fortes chaleurs ?

Mes travaux m'amènent à constater que, déjà aujourd'hui, au travers de leurs expériences sensibles, les habitants construisent une véritable « intelligence climatique ». En outre, ils développent des stratégies d'adaptation et investissent ce que j'appelle des « espaces refuges » différenciés. Lors des canicules, j'ai pu observer que les populations les plus aisées et qui sont en capacité physique de se déplacer vont par exemple quitter temporairement leur logement pour rejoindre une résidence secondaire, partir télétravailler à la montagne sur la côte, soient des espaces aux caractéristiques climatiques plus favorables que la ville. Le besoin de quitter la ville est de plus en plus exprimé par les populations lors des enquêtes récentes (avant la crise covid) que nous avons menées. Au-delà des migrations ponctuelles, au-delà des épisodes de fortes chaleurs, les habitants de quartiers

du centre de Lyon déclarent ainsi que si leur confort thermique continue à se dégrader, ils mettront en place des stratégies résidentielles avec des déménagements envisagés vers la Bretagne. L'épidémie de Covid-19 renforce aussi cette tendance. Le risque à long terme pourrait être d'avoir à faire face à une désertification de la ville avec des effets de report sur d'autres territoires qui pourraient favoriser à leurs tours d'autres problèmes environnementaux et climatique (tels que l'artificialisation des sols de territoires moins urbanisés). A l'inverse, j'ai pu observer que les populations plus défavorisées qui ont des moyens plus limités vont rester davantage « captives » du centre-ville et de leur logement lors d'épisodes caniculaires. Plus la mobilité des individus est réduite, plus ils vont développer des stratégies d'adaptation à petite échelle spatiale et investir des espaces refuges proches. Par exemple, se balader dans les parcs ombragés de leur quartier, investir des lieux publics ou des espaces commerciaux climatisés de proximité, etc. D'où l'importance, pour les politiques publiques de mener une réflexion sur les espaces refuges à différentes échelles territoriales et de penser des solutions d'aménagement différenciées tenant compte de ces inégalités. On a pu observer que des habitants au potentiel de mobilité réduit et aux faibles ressources économiques jouent sur des adaptations qui passent par le corps et l'aménagement « low tech » de leur logement selon les saisons, avec des solutions simples : installer sa chambre côté nord lors de la période estivale, étendre du linge mouillé devant les fenêtres pour rafraîchir l'habitation, dormir avec une serviette mouillée sur son oreiller... La panoplie des solutions adaptatives d'ores et déjà mises en œuvre par les populations pourrait être intégrée et développée dans les politiques publiques.

Comment l'urbanisme peut-il se repenser pour protéger les populations vulnérables ?

L'urbanisme et l'aménagement ne doivent pas se focaliser uniquement sur la problématique des îlots de chaleur urbains ou micro-climats envisagés depuis un point de vue purement physique mais intégrer la question des inégalités socio-spatiales et de la vulnérabilité différenciée des populations. En effet, par exemple, si l'on considère un quartier d'affaires comme La Défense à Paris, il s'agit d'un espace très minéralisé caractérisé par un microclimat avec des températures fortes, mais dont les individus qui l'investissent sont surtout des actifs pour un usage de bureaux. Ces populations évoluent dans des environnements climatisés et apparaissent donc au final peu exposées. A l'inverse, un quartier plus végétalisé et aux caractéristiques microclimatiques a priori moins défavorables lors des fortes chaleurs avec des températures plus clémentes qui abrite une crèche, une maison de retraite, et/ou des habitants plus défavorisés ayant un capital moins important, la vulnérabilité aux pics de chaleur sera plus importante dans ce quartier. Les travaux menés à Paris, Lyon et à Nantes par des chercheurs ont abouti à plusieurs préconisations concernant les bâtiments abritant ces populations vulnérables : intégrer des solutions basées sur la nature en ville, déminéraliser par exemple les cours d'écoles et les crèches pour les végétaliser, travailler sur l'isolation des logements, les toitures et murs végétaux, diffuser les stratégies d'adaptation « low tech » des habitants pour éviter des solutions plus gourmandes en énergie pouvant avoir des effets pervers tels que la climatisation...

Quel doit être le chantier prioritaire pour réduire ces inégalités, selon vous ?

La priorité pourrait être de renforcer et mettre en place des espaces refuges de proximité accessibles à tous avec des points d'eau. Ces espaces permettent aux populations de se rafraîchir et se ressourcer et renforcent la convivialité. Déjà à l'heure actuelle, un certain nombre d'espaces refuges comme le miroir d'eau ou la fontaine de la place Royale à Nantes

apparaissent saturés lors des canicules. A Lyon, nous avons constaté que certaines piscines municipales sont débordées pendant les fortes chaleurs, ce qui provoque des tensions sociales importantes avec parfois des violences. Des personnes âgées ou vulnérables n'osent ainsi plus y aller lors des canicules et de l'augmentation de l'affluence. Les politiques publiques ont tout donc intérêt à développer une stratégie globale et adaptée en multiplier les aménagements d'espaces refuges pour préserver la qualité de vie en ville. Intégrer la question des inégalités des individus et groupes sociaux face aux changements du climat pour penser des solutions plus adaptées aux diversités socio-spatiales en matière d'aménagement et de gestion territoriales me semble un enjeu majeur. Il apparaît primordial de former les élus, les techniciens des collectivités territoriales et les acteurs du bâtiment pour mieux comprendre et intégrer la question des relations entre climat et modes de vie des populations et favoriser la mise en place de stratégies d'adaptation adaptées aux diversités sociales. Construire des politiques publiques intégrant la transversalité entre les services et travailler de manière collégiale entre chercheurs, collectivités et acteurs du privé me semble également une piste prometteuse pour éviter des effets d'emballement avant d'atteindre un seuil d'irréversibilité. Il y a urgence à agir et que la mise en mouvement soit collective.